

www.lesoir.be  
Pays : Belgique  
Dynamisme : 81

Page 1/3

[Visualiser l'article](#)

## Schengen, perpétuel bouc émissaire des crises

Après la fermeture des frontières en pleine pandémie, Macron attaque les faiblesses de Schengen dans la lutte contre le terrorisme. Mais certaines réformes attendent toujours d'être mises en œuvre ou d'être approuvées...



La libre circulation a été malmenée durant la pandémie. Aujourd'hui, c'est le terrorisme qui met à l'épreuve la solidité de l'Espace Schengen. - REUTERS.

D irective européenne sur la libre circulation transgressée, Code Schengen contourné, le constat que posait la Fondation Robert Schuman, en juin dernier, sur la manière dont les frontières intérieures ont été traitées pendant la pandémie montre que la libre circulation a été malmenée bien au-delà des entorses permises.

Mais aujourd'hui, Schengen est attaqué sur un autre front, la sécurité et le terrorisme. Emmanuel Macron, fervent défenseur de l'approfondissement de la construction européenne, a appelé, après les attentats récents, à une refonte de Schengen. Il a aussi évoqué les contrôles renforcés aux frontières de la France. L'assaillant de Nice étant arrivé de l'extérieur de l'UE via l'Italie.

« Les frontières sont ce qui reste de la conscience nationale dans beaucoup de pays. Il y a, chez beaucoup de gens, la sensation qu'elles devraient être là pour les protéger et qu'elles ne le font plus », nous explique Eric Maurice, directeur du bureau bruxellois de la Fondation Robert Schuman. Déjà les attentats de Paris en

[Visualiser l'article](#)

2015 ont montré que « lorsqu'un Etat est confronté à une menace, il veut renforcer la maîtrise de son territoire. Qui dit territoire dit frontière. Et finalement, l'UE ne fait pas autre chose avec les frontières extérieures, que ce soit en matière de migration, ou les restrictions à l'entrée imposées à quasiment 190 pays (hors UE et Schengen) dans le cadre de la pandémie ».

Les « gardiens » des frontières extérieures

Le secrétaire d'Etat français aux Affaires européennes, Clément Beaune, a évoqué dimanche matin sur Europe 1 le besoin d'être plus « ferme et strict sur le contrôle de nos frontières extérieures. Oui on doit améliorer. C'est une question de confiance, comme pour la monnaie. Nous n'avons pas ça en termes de sécurité, il faut un pacte de sécurité ». Son parallèle avec la monnaie suggère une référence au Pacte de stabilité, qui fixe des objectifs budgétaires (un déficit public à maximum 3 % du PIB,..) et des sanctions financières pour ceux qui dérogent.

Lorsque l'on parle de frontières extérieures de l'UE ou de Schengen (26 pays dont 22 de l'UE), on a tendance à d'emblée penser aux pays périphériques. Mais il est utile de rappeler que chaque Etat dispose d'une frontière extérieure : par exemple les points d'arrivée des vols internationaux dans les aéroports. Ce qui signifie que chaque pays est un maillon dont la faiblesse peut compromettre la chaîne.

« La frontière extérieure, c'est la frontière commune. Sinon, c'est comme si le Hainaut disait que la frontière était le problème de la province du Luxembourg. Evidemment les pays côtiers sont plus exposés et ont plus de responsabilités », explique Eric Maurice.

La commissaire européenne aux Affaires intérieures, Ylva Johansson, a expliqué la semaine dernière qu'environ une personne sur cinq était contrôlée aux frontières extérieures. Frontex, l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes, est évidemment là pour épauler les Etats. Elle déploie aujourd'hui 1500 agents dans les pays européens, un chiffre qui devrait atteindre 10.000 dans les prochaines années. L'accord récent sur le budget européen 2021-2027 augmente aussi les moyens de l'UE en matière de migration et gestion des frontières, quoique pas autant que ce que la Commission aurait voulu (quasiment 23 milliards au lieu de 31 proposés initialement). Entre 2014 et 2020, la ligne du budget consacrée à ces questions était de 15 milliards et elle devait à l'époque également financer des enjeux de justice ou de protection de consommateurs.

La réforme de la gouvernance de Schengen, en 2011, a déjà permis une surveillance plus étroite de la gestion des frontières extérieures. En 2015, des visites surprises ont été effectuées à la frontière terrestre entre la Grèce et la Turquie ainsi que sur les îles de Chios et de Samos. Les manquements constatés ont permis d'activer pour la première fois l'article 29 du code Schengen qui permet la réintroduction de contrôle vis-à-vis d'un pays de l'Espace de libre circulation s'il est avéré qu'il surveille mal la frontière extérieure. C'est la seule exception qui permet de se cloisonner sur le long terme (les autres exceptions prévoient des restrictions qui peuvent être prolongées jusqu'à deux mois). Pour Eric Maurice, la pandémie a montré que les Etats tiraient beaucoup sur l'interprétation des règles. « Cela crée un précédent, si on s'affranchit de ses obligations pour la pandémie, cela crée la jurisprudence selon laquelle n'importe quel autre prétexte peut être utilisé » pour se barricader. Avec une intervention timide de la Commission jusqu'ici pour faire respecter les règles.

Mettre correctement en œuvre « l'acquis »

La Commission européenne nous explique que selon elle, « dans de nombreux cas, des mesures alternatives à la réintroduction des contrôles aux frontières intérieures, telles que des contrôles de police ou la coopération transfrontalière, permettent d'obtenir les mêmes résultats, voire même de meilleurs résultats ». Elle nous

www.lesoir.be  
Pays : Belgique  
Dynamisme : 81

[Visualiser l'article](#)

rappelle aussi que des mesures qu'elle a proposées pour renforcer la lutte contre le terrorisme et Schengen attendent toujours d'être approuvées, comme celle sur les contenus terroristes en ligne ou le renforcement du système d'information sur les visas qui, par un croisement des bases de données, permettrait selon elle de détecter « tout individu susceptible de présenter un risque en matière de sécurité ou d'immigration irrégulière » aux frontières extérieures. La pénalisation de certaines actions liées au terrorisme (entraînement à des fins terroristes par exemple ou voyages à l'étranger dans ce cadre) n'est pas encore transposée correctement par tous les Etats. Et la proposition de 2017 pour réformer Schengen est toujours bloquée au Conseil de l'UE (cénacle des Etats). Une nouvelle réforme de Schengen sera proposée en avril.

Schengen en danger ?

« La libre circulation est un des acquis les plus importants de la construction européenne et elle participe à ce projet de paix. L'abolition des frontières, c'est la reconnaissance que le territoire de l'autre n'est pas un problème et que la frontière avec l'autre n'est plus un enjeu », explique Eric Maurice. Le danger d'un délitement de l'Espace de libre circulation serait « le coût économique, et donc les conséquences sociales ». Schengen pourrait-il disparaître à cause d'un accident de l'Histoire ? « On dramatise beaucoup en disant que Schengen est en danger. Evidemment, Schengen subit des chocs qui fragilisent et qui testent la solidité de cette construction. On a eu cet accident de l'Histoire, avec la pandémie. Et ça a tenu... », conclut-il.